

Editorial

Chère Lectrice, cher Lecteur,

Au moment où nous mettons sous presse ce numéro de notre Lettre d'information de l'EADI, les citoyens de l'Union européenne viennent de voter pour le Parlement européen. Ayant actuellement 25 pays membres, l'Union européenne, avec ses 450 millions d'habitants, est la deuxième plus grande Union dans le monde dirigée démocratiquement. L'Union Indienne vient juste de terminer en mai ce gigantesque exercice de tenir des élections libres et démocratiques, et la troisième Union dans le rang, les EU d'Amérique, vont suivre à la fin de cette année. Ces trois modèles sont cependant très différents, et dans le cas de l'Europe, il semble qu'on aura encore besoin de plusieurs années d'aide au développement pour affermir le profil, l'identité et la force des différentes institutions de l'UE. En tout cas, quel résultat prodigieux, après deux Guerres mondiales, quarante ans de division du "vieux continent" suite à la Guerre froide et seulement 15 ans après la transition de la dictature communiste à l'état de droit !

En même temps, des développements majeurs sur la scène internationale et les conséquences considérables de la mondialisation exigent de nouveaux fondements pour la coopération internationale et au développement ; ceci suppose un engagement global identifiable et significatif de l'Union européenne. Plusieurs organisations en Europe, au sein du réseau de l'EADI, sont actuellement en train de travailler sur ces thèmes. Pour cela, elles organisent des activités centrées sur l'impact, la cohérence, les rôles futurs, le contenu et l'identité du programme de développement de l'UE, de tous ses membres et d'autres pays européens.

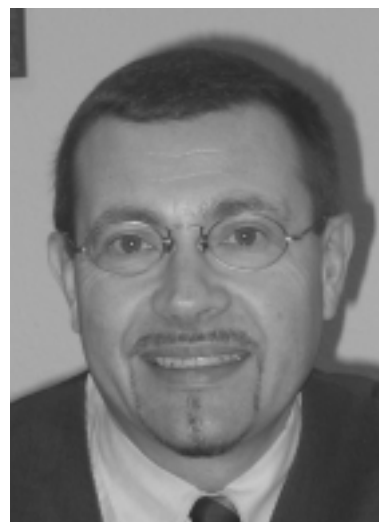
L'exemple le plus saillant de ce type d'activité est le débat structuré et coordonné sur l'avenir de la coopération au développement de l'Europe, notre programme multi-annuel "Coopération au développement de l'Union européenne à l'horizon 2010" (EDC2010). Ce projet a été lancé par l'EADI après notre Conférence Générale à Ljubljana (septembre

2002). En partenariat avec SID-Europe (Society for international développement) et EUFORIC, il s'est maintenant transformé en un programme à long terme. Il prend appui sur les résultats collectifs de ces organisations individuelles. En travaillant ensemble, nous jetons des ponts entre les mondes des universités, des parlements, des décideurs politiques et de la société civile.

Des débats nationaux ont déjà été organisés au RU l'année passée pour démarrer ce programme et montrer un cas prototype. En plus, des membres de l'EADI ont participé à des conférences similaires et ils se sont informés au cours de débats d'autres réseaux. Les plates-formes d'ONG de développement en Grèce et en Suède ont apporté des contributions très valables au programme commun. Le programme EDC2010 fonctionne maintenant à plein régime avec des débats en Irlande, au Danemark, et en Allemagne. Les conférences de Belgrade et de Malte ont montré le vaste potentiel qui existe parmi nos membres pour orchestrer une telle entreprise ambitieuse. Une grande partie de ce numéro de notre Lettre d'information est consacrée à ce captivant programme EDC2010.

Dans le même contexte, l'EADI requiert toute notre attention. La 11^e conférence trisannuelle va ainsi marquer les 30 ans de présence active de l'EADI en tant qu'association professionnelle européenne de premier ordre dans la formation et la recherche sur le développement. Elle est prévue du 22 au 24 septembre 2005 à Bonn ; nous appelons les membres et personnes intéressés à y participer activement. Vous pouvez apporter votre contribution comme intervenant, vous pouvez suggérer des thèmes et des ateliers ad-hoc.

Pour résumer, il y a beaucoup de possibilités pour être directement partie prenante de cet événement clé de l'EADI qui se tiendra l'année prochaine. Nous vous recommandons de lire attentivement le premier appel à communications pour cet événement que vous trouverez sur notre site web.



Une autre activité clé de l'EADI est la série d'Écoles d'été internationales. Suite au projet pilote très réussi de Genève, cette École d'été a été accueillie par l'IUED en septembre/octobre 2003, vous trouverez ici des informations sur la deuxième École d'été. L'invitation et le programme complet, ainsi que les modalités d'inscription ont été mis sur le site Internet de l'EADI : veuillez nous contacter si vous désirez y participer ou si vous voulez suggérer à des étudiants intéressés de se joindre à cet intéressant programme de formation.

Vous trouverez aussi dans ce numéro des rapports de la conférence de Malte sur l'Union monétaire européenne, sur d'autres séminaires de l'EADI, sur les activités de nos Groupes de travail, ainsi que des chaleureux mots de bienvenue pour les nouveaux membres.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Thomas Lawo".

Thomas Lawo
Secrétaire exécutif de l'EADI
lawo@eadi.org

Dossier

Débat pan-européen : la coopération au développement de l'Europe à l'horizon 2010

Premiers résultats, prochaines étapes



Ce numéro de notre Lettre d'information de l'EADI contient un dossier centré sur les premières activités et résultats du programme "Coopération au développement de l'Europe à l'horizon 2010", un projet lancé et géré par l'EADI. Le projet veut en effet sensibiliser aux changements qui affectent actuellement la politique européenne de coopération au développement. Les institutions membres de l'EADI ont organisé au niveau national, le plus souvent avec des partenaires d'ONGD et de réseaux, des événements spéciaux afin de stimuler un dialogue au-delà des barrières institutionnelles.

Vous trouverez dans ce dossier un résumé succinct d'une série de rencontres organisées l'année passée au RU par l'Overseas Development Institute (ODI), ainsi que des rapports plus longs d'ateliers et conférences qui ont récemment eu lieu en Irlande et au Danemark. En Allemagne, une série de conférences appelée "Série de rencontres 2004 à Bonn" a débuté, et les deux premières événements font l'objet d'un rapport dans ce

numéro. Dans ce contexte, nous publions aussi une interview avec Clare Short, l'ancienne Ministre britannique du développement international.

Les 12 derniers mois, l'EADI a mis en place un réseau de collaborateurs engagés, et plus de 15 événements ont eu lieu dans sept pays. Au moins cinq événements vont suivre en 2004, y compris notre Ecole d'été (voir page 12). Au cœur du projet, il y a un site web (www.edc2010.net) qui est géré en collaboration avec EUFORIC, le Forum européen pour la coopération internationale.

L'EADI veut élargir ce réseau, spécialement aux nouveaux membres de l'UE. La Conférence SID/EADI, qui est décrite page 11, semble jouer un rôle important dans cet effort. Cette conférence, intitulée "La coopération au développement européenne : vers un renouveau de la politique et un nouvel engagement" se tiendra les 27 et 28 septembre 2004 et elle est un des éléments du programme SID "L'Europe et le Sud : une Nouvelle Ere".

Cette conférence est le résultat du dialogue instauré entre la SID et l'EADI, qui ont décidé de développer le projet EDC2010 en tant que programme à long-terme en se basant sur les accomplissements passés des deux organisations individuelles.

Au cours de la 11e Conférence de l'EADI du 22 au 24 septembre 2005, une session spéciale sera consacrée au programme EDC2010 : le débat entamera la phase suivante, c-à-d qu'il passera du niveau national au niveau européen. Les domaines clés qui ont été identifiés au niveau des événements nationaux y seront débattus en terme de dialogue de stratégie politique et de recherche (voir l'appel à communications sur notre site web).

En conclusion de ce dossier, Thomas Lawo nous donne des éléments de réflexion avec ses commentaires sur la question de la cohérence et de l'efficacité de l'aide de l'UE ; il porte son intérêt principal sur les thèmes clés et les demandes qui semblent émerger comme étant des plus critiques pour l'UE et tous ses pays membres.

Irlande

Conférence internationale: Coopération au développement de l'Union Européenne à l'horizon 2010 et au-delà: Défis pour l'Irlande dans une Union élargie

Le 14 avril dernier, le CDS, le Centre d'études sur le développement de l'UCD (Université de Dublin), a accueilli une importante conférence sur le thème de "la coopération au développement à l'horizon 2010 et au-delà : défis pour l'Irlande dans une Union élargie". Cette conférence, financée en partie par "Development Co-operation Ireland", Ministère des affaires étrangères irlandais, a été organisée en coopération avec l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en

matière de développement (EADI) de Bonn, le "European Centre for Development Policy Management" néerlandais et "l'Overseas Development Institute" (ODI) de Londres. Elle a réuni de nombreux experts de pays en développement, du Parlement européen, de la Commission européenne, du gouvernement irlandais, des chercheurs, ainsi que des ONGs irlandaises et internationales. La professeure Mary Lambkin, doyenne de la faculté des études interdisciplinaires, a accueilli les participants,

et le Dr Majda Bne Saad, directrice du CDS, a présenté les objectifs de la conférence. Parmi les intervenants, on comptait Chris Flood, Président du comité consultatif de "Development Co-operation Ireland" (qui a lu un message de bienvenue du Secrétaire d'Etat Tom Kitt), Koos Richelle, Directeur général pour le développement à la Commission européenne, le Dr Berhanu du Secrétariat bruxellois du groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), Anders Wijkman, Membre du Parlement

européen, ex-vice-Secrétaire général des Nations Unies et vice-président du comité du Parlement européen sur le développement et la coopération, le Dr Sheila Page d'ODI, et la professeuse Helen O'Neill du CDS.

Les participants se sont penchés sur le fait que, d'ici cinq à dix ans, un nombre plus élevé que jamais de décisions seront prises qui affecteront les relations de l'UE avec le monde en voie de développement. Il s'agit notamment de l'accord sur la Constitution européenne, de l'élaboration d'une politique étrangère et de sécurité commune, de nouvelles tendances dans les relations de l'UE avec divers groupes régionaux, y compris des efforts pour la mise en place d'Accords de partenariat économique, et des réformes du budget européen. Une attention particulière a été accordée au rôle de l'Irlande en faveur d'une vision et d'une stratégie cohérentes pour les relations de l'Europe avec le monde en voie de développement, centrées sur la réduction de la pauvreté, un multilatéralisme efficace, et la promotion de la sécurité des personnes. Chris Flood a mis l'accent sur la manière dont la cohérence des politiques dans une variété de domaines d'action de l'UE pourrait être bénéfique pour les pays en développement, et ce au point de peser plus lourd que l'effet même du financement collectif de l'UE en faveur de la coopération pour le développement. Il a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts pour garantir que le financement du développement par la Commission s'adresse bien à ceux qui en ont le plus besoin, et que l'efficacité de la Commission en tant que bailleur de fond de l'aide au développement soit optimisée. Le professeur O'Neill a expliqué aux participants combien la garantie de la cohérence des politiques, la complémentarité et la coordination en matière de coopération internationale pour le développement représentaient d'importants défis pour l'UE et les Etats membres. La présentation du Dr Sheila Page a souligné l'incohérence de la pléthore d'accords commerciaux de l'UE et de ses relations avec les pays en développement, en conséquence de quoi l'Union ne parvient pas à fournir un cadre politique clair à l'Europe, qui lui permettrait d'utiliser le commerce international comme un moteur de développement durable et de réduction de la

pauvreté. Koos Richelle a livré une description perspicace des défis auxquels la Commission fait face dans son effort pour garantir que la politique européenne de coopération pour le développement fasse partie intégrante des relations extérieures de l'Europe et soit comprise comme essentielle pour la promotion de la paix et de la sécurité. Le Dr Berhanu, du Secrétariat des pays ACP, a décrit la diversité des 79 membres du groupe ACP et le défi que celle-ci représente pour leur travail groupe. Il a également replacé dans son contexte le volume du financement de l'UE en faveur du développement, en mentionnant notamment que la moyenne de l'aide attribuée à chaque citoyen des pays ACP (5 euros) est minime comparée aux subventions annuelles de la CE pour chaque vache (800 euros).

En clôture de la conférence, Anders Wijkman, Membre du Parlement européen, a réitéré l'importance d'une meilleure coordination, complémentarité et cohérence des politiques de développement de l'UE en mettant l'accent sur le problème actuel de sous-effectifs à la Commission, qui est en partie responsable de la situation présente. Il a également mis en évidence un certain nombre de domaines clé dans lesquels l'UE pourrait prendre un rôle de leader, par exemple le financement et la création de biens publics mondiaux dans des secteurs tels que le SIDA ou la protection/ régénération de l'environnement, ou encore la prévention de crises. En conséquence, il a décrit les défis liés à la réunion de l'objectif de l'UE d'éradication de la pauvreté avec celui de son programme en faveur de l'environnement et des ressources naturelles, pour créer un programme de

développement vraiment complet.

La conférence a indiqué plusieurs domaines clé à approfondir en matière de dialogue de politique stratégique et de recherches. Notamment :

- Contrôler les progrès concernant les "3 C" - cohérence, coordination et complémentarité - en cherchant à accorder plus d'attention à la coordination des politiques des Etats membres et en s'attaquant aux aspects essentiels de l'incohérence des politiques, par exemple en ce qui concerne le lien entre la politique de développement de l'UE et sa politique commerciale.
- Réexaminer la relation entre la politique de développement de l'UE et sa politique extérieure générale, en particulier sa politique étrangère et de sécurité commune, pour chercher à comprendre comment la politique de développement peut contribuer à un monde plus sûr, plus pacifique et plus prospère, sans devenir un simple instrument de la politique étrangère et de sécurité commune, ou secondaire à celle-ci.
- Identifier les domaines dans lesquels l'UE peut utiliser ses ressources afin de devenir un leader et un innovateur pour la promotion et la mise en oeuvre de politiques servant les Objectifs de développement du Millénaire, par exemple le financement et la création de biens publics mondiaux dans des secteurs tels que le traitement du SIDA ou la protection/ régénération de l'environnement, ou encore la prévention de crises.

Majda Bne Saad, UCD

Mél: Majda.Bnesaad@ucd.ie



Danemark

Tendances dans les politiques du développement et des affaires étrangères de l'UE et leur impact sur l'aide au développement et la politique étrangère au Danemark : coopération fructueuse ou rationalisation destructive ?

Le Réseau danois de recherche en environnement a rejoint le débat EDC2010 lorsque l'Association des chercheurs en développement (FAU) et le Département de communication interculturelle et de management (DICM) de la Copenhagen Business School (CBS) ont organisé le 14 avril 2004 un séminaire sur le thème "Tendances dans la politique de la coopération au développement et dans la politique étrangère de l'UE et leur impact sur l'aide au développement et la politique étrangère danoise : coopération fructueuse ou rationalisation destructive ?".

Après les mots de bienvenue du Président de la FAU, le Professeur Soeren Jeppesen, et suite à l'introduction faite par le professeur-adjoint Henrik Schaumburg-Müller (DICM et CBS) le débat a été ouvert par trois présentations. Le chercheur principal Gorm Rye Olsen, de l'Institut danois pour les études internationales (DIIS) a été le premier intervenant. Son exposé était intitulé "L'UE : aide au développement en tant que politique de sécurité et instrument pour combattre le terrorisme ?". Il a argumenté que les nouvelles tendances au sein des politiques européennes pourraient s'expliquer en référence à deux conditions principales : a) les intérêts européens, partiellement l'ambition de l'UE de devenir un acteur central/principal dans la politique internationale, et partiellement le rôle des bureaucrates et leur influence, et b) la situation mondiale hégémonique. Il a indiqué que, depuis sa création, l'UE - particulièrement les grands pays membres - avait eu l'ambition de devenir une superpuissance ; il a souligné le fait que les bureaucrates influencent aussi les politiques ; et que depuis le 11 septembre 2001, l'aide au développement est sous fortes pressions. Dans cette perspective, il s'attend à ce que l'aide au développement soit subordonnée aux politiques de sécurité des affaires étrangères.

Morten Emil Hansen, coordinateur de la

politique à l'ONG danoise Ibis a continué cette discussion en se penchant sur le thème des "Relations UE-Danemark vues depuis le secteur ONG". Il a surtout mis l'accent sur les relations entre le commerce et l'aide au développement. Le secteur des ONG est en effet inquiet au sujet des tendances actuelles, vu que l'UE est le plus grand fournisseur d'aide multilatérale, mais malheureusement le moins performant. Malgré qu'il y ait eu des essais de rendre l'aide au développement de l'UE plus efficace, la somme de fonds disponibles a diminué ou bien elle a été déviée de la réduction de la pauvreté ou du développement agricole, pour par exemple être affectée à la lutte contre le terrorisme. Il a affirmé que des pays tels que le Danemark doivent faire une évaluation honnête de la situation pour décider si l'UE est le canal le plus approprié pour l'aide au développement, ou s'il faut commencer à chercher des alternatives.

La troisième et dernière présentation a été celle de Nanna Hvidt, Chef de Département au Ministère des Affaires étrangères, et à Danida. Dans son intervention sur "La future division du travail entre l'aide bilatérale et l'aide au développement de l'UE" elle a partagé ses idées avec les participants. Elle a partiellement soutenu les observations faites, mais elle a indiqué que l'UE véhicule quand même 50 % de toute l'aide multilatérale dans le monde. L'UE est aussi présente dans tous les 55 pays africains, alors que 15 d'entre eux reçoivent la plus grande part de l'aide au développement toutes sources confondues, vu leur statut de 'bons élèves'. Cependant, un grand nombre de bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux sont présents dans ces pays, ce qui signifie qu'une des tâches prioritaires serait d'augmenter la coordination des allocations financières, afin d'éviter d'étouffer les capacités de gouvernements du Tiers-monde. Ainsi elle a par exemple posé la question suivante : est-ce que tous les nouveaux pays membres de l'UE vont mettre en place des unités admini-

stratives qui vont chacune gérer de petites sommes d'aide ? Des voies nouvelles et plus flexibles sont nécessaires pour traiter de l'aide au développement.

Dans la deuxième partie du séminaire, le débat s'est ouvert avec les questions venant des participants ; ceci a débouché sur un échange de vues très vivant, et toute une série de commentaires et d'arguments ont été échangés entre les intervenants et les participants. En résumant les discussions, Neil Webster, Chef de Département au DIIS a esquissé les 4 domaines possibles pour des recherches futures :

- 1) politique et réalités (pourquoi l'Administration américaine dépense-t-elle 98 % de l'aide au développement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ?),
- 2) focalisation et développement de domaines où une certaine compétence existe (pauvreté, enseignement, santé, etc...) et confirmer leur importance par rapport aux thèmes de la sécurité,
- 3) stratégies de croissance pour les pauvres (lien entre la réduction de la pauvreté, la gouvernance et les approches par secteurs), et
- 4) cohérence des politiques (ODM et le thème de leur mise en pratique, vu qu'il y a des fossés énormes entre la formulation de politiques et leur implémentation).

Henrik Schaumburg-Müller a conclu le séminaire en remerciant les intervenants et les participants pour leurs intéressantes contributions ; il a indiqué que d'autres débats vont avoir lieu, par exemple à DIIS. Il a aussi insisté que tous ceux qui s'intéressent au débat consultent le site web de l'EADI consacré au thème de la EDC2010 pour suivre le débat.

H. Schaumburg-Müller, DICM et CBS

Mél: hsm.ikl@cds.dk

et

S. Jeppesen, FAU

Mél: sj.ikl@cbs.dk

Allemagne

Cycle de conférences 2004 à Bonn: Un débat allemand sur les perspectives et les défis de la politique européenne de développement

“ La meilleure politique de sécurité et la moins chère est une politique de développement efficace et centrée sur les pauvres ”. Cette idée, exprimée par Thomas Lawo (EADI) et Reinhard Hermle (Association des ONGD allemandes / VENRO), dans une déclaration commune, a été un des points de départ de la discussion-débat intitulée “ Réduction de la pauvreté - seulement une vision ? L'UE entre la rhétorique et la réalité ” qui s'est tenue le 29 avril à Bonn. Des politiciens européens et des représentants d'instituts de recherche et d'ONG se sont réunis dans l'auditorium “Haus der Geschichte” pour discuter de questions telles que la cohérence entre la politique de développement et les autres politiques de l'UE, les racines de la pauvreté, ainsi que des buts officiels et des buts cachés de la coopération au développement de l'UE.

Cette discussion-débat a été la première activité d'une série de quatre conférences qui vont se tenir à Bonn dans les prochains mois. Le but ambitieux des quatre organisations qui les préparent (l'EADI, la confédération VENRO, le Centre pour la coopération internationale - CIC- et l'Institut allemand pour le Développement - GDI) est de lancer un débat entre les trois secteurs suivants : la politique, la recherche et la société civile. L'objectif principal est de “bâtir des ponts” entre les

différents acteurs, et de trouver des solutions concertées aux problèmes et défis qui concernent actuellement la coopération au développement de l'Europe. En même temps, le “Cycle de conférences 2004” représente la contribution allemande au projet pan-européen initié par l'EADI et intitulé “Coopération au développement de l'Europe à l'horizon 2010” (EDC2010).

De façon générale, les préoccupations les plus fortement exprimées à la réunion de Bonn étaient liées à l'importance croissante que prennent dans l'UE les thèmes de la sécurité par rapport à la réduction de la pauvreté. Selon les observations de T. Lawo et de R. Hermle, les programmes européens d'aides sont souvent employés pour servir les intérêts de sécurité. Ainsi par exemple, une intervention mentionne le détournement de fonds européens de développement pour financer le corps de la paix africain.

Une idée similaire a été exprimée pendant le débat. Michael Dauderstädt, de la Fondation Friedrich Ebert, a souligné le fait que la dominance de la politique étrangère a toujours été une réalité, comme le prouvent les efforts faits par l'UE pendant la Guerre Froide pour “stabiliser” les pays frontaliers avec l'aide au développement. Cependant, cette tendance s'est clairement renforcée depuis le 11

septembre 2001. Dans les pays individuels, la politique de la coopération au développement est souvent dépendante du ministère des affaires étrangères, et ceci peut amener le risque de voir la politique de coopération s'engager sur de mauvaises voies. L'Allemagne, qui a un Ministère de la Coopération au développement autonome, est encore une exception ; et il s'avère difficile de prévoir comment, au niveau européen, les différents départements seront répartis après l'adoption de la Constitution européenne.

Monsieur Alexander Baum, de la Commission européenne, a répondu au reproche de R. Hermle concernant le détournement des fonds de développement pour des régions stratégiques, plutôt que pour les régions les plus pauvres.

Il a observé que la grande proportion de l'Aide publique au développement (APD) allant vers les Balkans, peut en partie s'expliquer par la décision des pays membres de faire passer une importante partie de cette APD par les canaux de l'UE. Il a ajouté que “l'aide au développement offre la particularité unique de formuler des buts qui ne sont pas ceux de la propre population européenne, mais de populations étrangères”.

C'est pourquoi un équilibre doit être trouvé avec d'autres domaines politiques, tels que la



sécurité et la politique étrangère. Il a avoué, de façon cynique, que les propres intérêts de l'UE étaient un aspect essentiel pour la survie de la coopération au développement.

Concernant la conditionnalité de l'aide, Martin Wilde a provoqué un débat polémique parmi les participants. Selon ce politicien chrétien-démocrate, les causes centrales de la pauvreté sont les élites nationales et la corruption dans les pays qui reçoivent de l'aide. L'UE devrait donc arrêter de fournir de l'aide au développement à des pays où la démocratie et les droits de l'homme sont inexistantes. Les participants ont été en majorité d'accord pour reprocher à M. Wilde son interprétation unilatérale. L'accent a été mis sur les facteurs globaux ou extérieurs, tels que la libéralisation du commerce ou les subventions agricoles, pour expliquer la persistance d'inégalités dans le monde. La Politique agricole commune a tout particulièrement été considérée comme étant en contradiction avec l'engagement de l'Europe sur la réduction de la pauvreté.

Plutôt que de fournir des réponses, la discussion-débat a offert un ressort pour plus de réflexions. Elle va être suivie de trois conférences (en mai, en septembre et en novembre) qui ont l'ambition d'aider les participants à mieux comprendre les différents aspects de l'avenir de la coopération au développement de l'Europe. Chacune de ces rencontres va permettre à des experts allemands et étrangers de procéder à un

échange de vue sur les thèmes respectifs.

- Le 26 mai 2004, au cours d'une rencontre intitulée 'Coopération au développement dans l'Union européenne élargie : nouvelles frontières - nouveaux horizons ?', des spécialistes d'Allemagne et de différents pays de l'UE vont discuter des défis et des chances qu'offre l'élargissement.
- 'Eradication de la pauvreté ou promotion des exportations ? Cotonou et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) ' : voilà le titre d'une conférence sur l'avenir des relations entre l'Europe et les pays ACP (77 pays en développement d'Afrique, d'Asie des Caraïbes et du Pacifique) qui se tiendra le 21 septembre 2004.
- La session finale ('La coopération au développement de l'UE - l'autre politique de sécurité ?') tirera les conclusions le 2 novembre 2004.

Pour plus d'information : veuillez consulter le site www.eadi.org/edc2010/germany.

Jeanne Lätt, Secrétariat de l'EADI
Mél: laett@eadi.org

Italie

En décembre 2003, le Centro Studi di Politica Internazionale (CESPI) a organisé un atelier portant sur les questions d'autonomie locale et de société civile, qui a contribué au projet EDC2010 "La coopération au développement de l'Europe à l'horizon 2010 - Dialogo con le autonomie locali e la società civile". Les documents sont téléchargeables sur le site de EDC2010, <http://www.cespi.it/aree-REG-ASCOD.html>

Le 16 juin 2004, l'Italie contribuera à nouveau au débat par une autre conférence sur le futur de la coopération européenne pour le développement, centrée sur la politique de voisinage de la CE, intitulée "L'Europe élargie et le rôle de la coopération décentralisée". La conférence s'adresse aux représentants des communes et autorités locales italiennes directement concernées qui s'intéressent au nouveau scénario de la coopération pour le développement. Reportez-vous au site www.eadi.org/edc2010.



Entretien avec Clare Short

L'ancienne ministre britannique chargée de l'aide au développement parle de la mentalité démodée des grandes puissances et du manque de vision pour un ordre mondial plus juste.

1. Quelles sont les principales responsabilités de l'Union européenne sur la scène mondiale?

Nous avons besoin d'un débat dans l'Union européenne toute entière pour définir quelle politique étrangère et de sécurité commune nous voulons pour l'UE. Il existe deux points de vue opposés et nous n'en parlons pas assez : l'un soutient qu'il nous faut créer une sorte de grande puissance alternative pour contrebalancer le poids des Etats-Unis. Cette thèse argumente en faveur d'une communauté qui cherche la puissance, qui augmente ses dépenses de défense - c'est la mentalité des

grandes puissances, et elle est démodée. L'alternative que nous devrions poursuivre pour l'UE, c'est celle d'une communauté de nations qui s'engage en faveur d'institutions multilatérales mondiales fortes et d'un ordre mondial plus juste.

L'UE est un acteur très important à cause de la taille de son économie et de son fort potentiel sur la scène internationale, mais il me semble qu'il manque une vision suffisamment claire de ce qu'elle veut faire de sa puissance. L'UE n'est pas aussi constructive ou influente qu'elle pourrait l'être, parce que de nombreux ministres des affaires étrangères pensent encore en termes de grandes puissances.

2. L'UE s'est ouvertement engagée en faveur des Objectifs de développement du Millénaire et de la réduction de la pauvreté dans le monde entier. Voyez-vous la volonté politique pour cela dans les Etats membres et l'Union?

A mon avis les Objectifs de développement du Millénaire sont vraiment très importants. Avec davantage de volonté et de détermination de la part de la communauté internationale, ils pourraient être réalisés. Il y aurait alors tout de même encore un milliard de personnes souffrant d'une extrême pauvreté. Mais nous aurions construit un système international capable de se fixer des objectifs très ambitieux et de les réaliser, ce qui apporterait de l'espoir au monde entier.

Malheureusement, j'ai bien peur qu'après la guerre en Irak l'engagement en faveur d'un développement et d'une réduction de la pauvreté plus effectifs ne soit réduit, le monde étant distrait par les problèmes du Moyen-Orient (ce qui n'est pas étonnant) et la croissance d'Al-Qaida, qui a beaucoup profité de la mauvaise gestion de l'Irak. Les peuples de l'UE doivent s'engager davantage et plus sérieusement pour garantir que nous atteignons ces objectifs, or à l'heure actuelle je crains que le monde ne tourne en marche arrière.

Royaume Uni

Batailles gagnées ? Batailles perdues ? Batailles de l'avenir ?

Résumé des rencontres à l'ODI sur la coopération européenne pour le développement, Londres, juillet - novembre 2003 (Simon Maxwell, Directeur)

L' Overseas Development Institute (ODI), basé à Londres, a organisé huit rencontres durant le deuxième semestre de 2003 sur le thème de l'avenir de la coopération européenne pour le développement. Parmi les intervenants de la série de rencontres, on compte notamment le Commissaire européen Chris Patten ; Baroness Valerie Amos, qui était à l'époque Secrétaire d'Etat pour le développement international dans le gouvernement britannique ; Gareth Thomas, vice-secrétaire d'Etat pour le développement international dans le gouvernement britannique ; Glenys Kinnock, Membre du Parlement européen ; Peter Mandelson, Membre du parlement britannique ; et Gisela Stuart, Membre du parlement britannique et représentante britannique à la Convention européenne. Le programme complet et les résumés des rencontres sont disponibles sur le site internet de l'ODI (www.odi.ac.org) et sur le site EDC 2010 (www.edc2010.net) - proposé par EUFORIC. Sept messages clé ont émergé des débats :

- (1) Ceux qui souhaitent que le développement et l'aide humanitaire soient indépendants de la PESC, ou au même niveau, ont encore des batailles devant eux.
- (2) Les pays ACP font face à un énorme défi. Le système ACP a encore ses défenseurs, mais l'on commence aussi à reconnaître que les bienfaits passés du système ACP, en raison de sa relation privilégiée, ont perdu de leur importance notamment en raison de la libéralisation du commerce, mais aussi à cause de nouveaux accords commerciaux (par ex. EBA - " tout sauf les armes "), de nouvelles alliances commerciales et de nouveaux accords de partenariat économique régional (APER).
- (3) Il faut saisir l'occasion, l'année prochaine, de restructurer la Commission, pour avoir un seul Commissaire chargé du développement et une structure interne réorganisée.
- (4) L'élargissement aura peu d'impact économique, du moins en ce qui concerne les flux d'aide, mais aura probablement un impact politique.
- (5) La bataille pour la sauvegarde du statut spécial du Fonds européen de Développement est perdue, mais il reste un combat à mener sur le thème de l'orientation sur la pauvreté.
- (6) L'échec des négociations de Cancun oblige à poser des questions cruciales sur l'engagement des grands acteurs, y compris l'UE, en faveur du multilatéralisme dans le domaine commercial.
- (7) Il ne surprendra personne qu'aucun progrès sur ces questions ne soit possible sans bien équilibrer les différents intérêts et positions.

3. Le Commissaire européen aux affaires extérieures, Chris Patten, a dit un jour : "s'attaquer aux problèmes de sécurité signifie s'attaquer à la pauvreté". Etes-vous d'accord ?

Je suis d'accord, en effet. Je ne pense pas que s'attaquer à la pauvreté soit la seule chose à faire. Par contre, je pense que si l'on considère le terrorisme uniquement du point de vue sécuritaire, on est condamné à l'échec, car il y a tant et tant de pays ravagés par la pauvreté et le désespoir. Il serait donc très difficile d'empêcher des jeunes pleins de colère et de

désespoir ayant fait fausse route de rejoindre des organisations de type terroriste. Il pourrait en être autrement si nous nous engageons en faveur du développement, de la réduction de la pauvreté et, en particulier, de l'aide aux Etats faillis, pour qu'ils puissent construire des institutions publiques compétentes qui prennent soin de leur peuple.

Je pense que la Grande-Bretagne a appris en Irlande du Nord que lorsqu'on s'attaque à une organisation terroriste qui se nourrit des griefs d'un peuple maltraité, on obtient de bien meilleurs résultats en créant un ordre social plus juste, et en appelant ensuite tout le monde à ne plus soutenir la violence. Il est essentiel de faire les deux, et l'approche actuelle n'accorde pas assez d'importance à la lutte contre la pauvreté. Je suis donc d'accord avec Chris Patten à ce sujet.

4. La "Guerre mondiale contre le terrorisme" a-t-elle encouragé la tendance vers une plus grande sécurisation de l'aide au développement ?

C'est un risque bien réel à mon avis. Prenez l'Afghanistan, par exemple, je faisais partie de ceux qui trouvaient raisonnable d'agir militairement pour se débarrasser du gouvernement des Talibans qui protégeait Al-Qaida et ses camps d'entraînement. Mais cette action est uniquement légitime si nous coopérons tous pour minimiser les dommages causés au peuple afghan et que nous aidons

la population à reconstruire son pays. Ce qu'il fallait donc faire après la guerre, c'était d'amener l'ordre dans tout le pays. Cela n'a pas été fait correctement. Les chefs de guerre sont toujours là, l'armée nationale n'est pas en place, alors que la production de drogues, elle, l'est bien toujours. C'est pourquoi le développement



économique qu'il aurait dû y avoir n'a pas eu lieu, et ainsi la pauvreté reste effarante et le pays instable. Le point de vue sécuritaire échoue donc souvent. La vraie solution pour rendre un pays sûr est qu'il soit bien gouverné, qu'il ait de véritables institutions de maintien de l'ordre, de véritables services publics, un bon développement économique, pour permettre au peuple d'espérer un futur meilleur.

5. Comment pensez-vous que cette tendance à la sécurisation affectera les pays en voie de développement ?

Je pense qu'il y a un risque de revenir vers certaines mentalités des années de la Guerre froide, avec une obsession de sécurité, c'est pour cela que les pays de l'OCDE sont à la recherche de partenaires parmi les gouvernements des pays en développement. Ils sont prêts à coopérer avec des gouvernements répressifs, injustes, du moment qu'ils soient capables de maintenir l'ordre. Bien sûr, c'est exactement ce qui s'est passé durant la Guerre froide, le meilleur exemple étant l'aide massive accordée à Mobutu au Zaïre. Il est très difficile de bien gouverner dans un pays pauvre et d'apporter le progrès pour tous. La réponse la plus simple est donc de devenir dictateur. C'est tout le danger d'une perception du développement comme étant une sécurité à court terme, disposée à soutenir honteusement des dictateurs qui répriment leurs peuples. Cela ne peut créer que davantage de colère, de souffrance et de malheur, qui à long terme alimenteront le soutien aux mouvements protestataires et terroristes.

Entretien (30.04.2004) :

Anke Kurat, VENRO

Mél: a.kurat@venro.org

Steffen Beitz, VENRO

Mél: s.beitz@venro.org

Prochains événements

Ecole d'été internationale 2004 :

Construire la démocratie ? Défis pour l'agenda européen du développement, 29 août - 8 septembre 2004, Enschede, Pays-Bas

Cycle des conférences à Bonn :

Eradication de la pauvreté ou promotion des exportations ? Cotonou et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), 21 septembre 2004, Bonn, Allemagne

Conférence internationale SID/EADI sur 'L'Europe et le Sud : une nouvelle ère.

Coopération au développement de l'Europe: vers un renouveau politique et un nouvel engagement. 27 et 28 septembre 2004, La Haye, Pays-Bas

Cycle des conférences à Bonn :

Coopération au développement de l'UE - l'autre politique de sécurité ? 2 novembre 2004, Bonn, Allemagne

Séminaire commun GEMDEV/EADI

L'état des savoirs sur le développement: vers une perspective européenne? 19 novembre 2004, Paris, France

11e Conférence générale de l'EADI, 22 au 25 Septembre 2005 à Bonn, Allemagne

Commentaire

Cohérence et effectivité de l'aide de l'UE : Une nouvelle ère dans les relations extérieures européennes ?

Thomas Lawo, EADI

2004 est une année de changements historiques pour l'Union européenne : élargissement avec 10 nouveaux pays, élections pour un nouveau Parlement européen, nouveau collège de Commissaires. La Constitution européenne, si elle est adoptée, devrait permettre des innovations dans le domaine des relations extérieures. Il y aura également des débats concernant le prochain budget de la Commission et les Perspectives financières pour 2007-2013 ; l'Accord de Cotonou prévoit une évaluation très importante de la réalité du partenariat Nord-Sud à travers l'évaluation à mi-parcours des programmes stratégiques des pays ACP.

Ces évolutions au sein de l'UE se déroulent dans le contexte d'un climat international nouveau et incertain. Toutes les analyses des questions d'intérêt mondial et des menaces pour la paix dans le monde et le développement durable pointent vers l'(in)sécurité comme étant un thème clé. L'interdépendance entre développement et sécurité est de plus en plus reconnue. Mais les batailles font rage lors des conférences quant à la question de savoir si la sécurité est une condition préalable au développement ou alors le développement une condition préalable à la sécurité. Sans entrer dans les détails de ce débat, il faut reconnaître qu'une victoire dans la " bataille contre la faim " est plus probable si les causes initiales de la pauvreté sont éradiquées et que les populations peuvent vivre une vie décente dans un environnement sûr et sain.

Un débat structuré, transversal, comprenant l'Europe entière, sur le thème de la coopération européenne pour le développement d'ici 2010 a été initié pour la première par EADI lors d'une rencontre informelle des directeurs d'instituts à Ljubljana en septembre 2002. L'objectif était de répondre au manque évident d'un processus de formation d'opinion qui soit public, coordonné et qui inclue tous les acteurs

concernés au sein de l'UE. Les principaux sujets du débat ont été le volume financier, l'impact et l'effectivité de l'aide européenne par rapport aux 'trois C' du Traité de Maastricht (Cohérence, Coordination et Complémentarité des politiques et des actions de l'Union et de ses membres) ainsi que l'engagement infaillible et correspondant en faveur des Objectifs de développement du Millénaire

La cohérence dans les relations extérieures de l'UE

Le multilatéralisme figure en bonne place dans la stratégie de l'UE pour ses relations extérieures et sa sécurité. C'est également le thème d'une récente Communication de la Commission sur l'UE et les Nations Unies. Ces dernières années, l'UE a prouvé son engagement en faveur des Nations Unies par un certain nombre d'initiatives importantes. Par contre, dans la réalité, l'UE continue à ne pas " jouer dans la cour des grands " aux Nations Unies et dans les institutions financières internationales (le FMI, la SFI, les banques régionales de développement et la Banque Mondiale).

L'élargissement de l'UE devrait agir comme un catalyseur pour permettre de renforcer son rôle de leader multilatéral. Avec ses 25 membres actuels, l'UE représente 15 % des membres des Nations Unies. Elle est donc dans une position unique pour formuler, accorder et pousser des positions communes qui puissent vraiment faire avancer la cause du développement en faveur des plus pauvres, au sein des Nations Unies comme des institutions de Bretton Woods.

L'UE élargie doit prendre conscience de son rôle de leader et l'assumer, à travers des initiatives bien préparées, un véritable dialogue avec les principaux partenaires du monde en

développement et développé, une forte coordination interne, ainsi qu'une gestion et une mise en œuvre excellente et responsable.

Suite à l'échec des négociations de Cancun, l'UE doit maintenant prendre la direction d'un mouvement destiné à remettre le processus de Doha sur la bonne voie. Le plus important est d'obtenir à court terme de véritables bienfaits pour les pays les plus pauvres, grâce à un progrès rapide dans les domaines les plus cruciaux, tels que l'élimination, à effet immédiat, de toutes les subventions agricoles à l'exportation.

Des politiques coordonnées

Les institutions de l'UE et les Etats membres sont d'accord sur le fait que l'utilisation de tous les domaines politiques possibles et l'obtention d'un parfait dosage entre eux sont la clé d'une augmentation de l'influence de l'UE sur les affaires internationales. Le défi est de dépasser les généralités et d'appliquer cette approche efficacement dans des situations spécifiques.

Donner de l'aide devrait faire partie d'un mélange de politiques qui se renforceraient mutuellement. Il faut pour cela une connaissance détaillée et une sensibilité professionnelle engagée. Néanmoins, le contexte plus large est essentiel pour permettre à l'aide d'être efficace et cohérente. Par exemple : des politiques commerciales de l'UE bien adaptées ont un effet bien supérieur que des programmes d'aide pour encourager le développement dans certains pays. De même, le fait de retirer l'assistance à un Etat qui viole des principes démocratiques fondamentaux touche simultanément l'effet anti-pauvreté des programmes de coopération. Dans les pays où une mauvaise gouvernance est un obstacle à l'éradication de la pauvreté, les ressources d'aide de l'UE peuvent être allouées à des programmes d'aide d'organisations

responsables et dignes de confiance émanant de la société civile et d'ONGD qui favorisent les droits des citoyens et la bonne gouvernance, et ceci comme condition préalable à l'attribution d'un soutien politique de la part de l'UE.

En route vers les Objectifs de développement du Millénaire (ODM)

En 2002, l'UE et tous ses Etats membres ont décidé d'augmenter l'aide publique au développement (APD) de façon substantielle d'ici 2006 pour contribuer à l'effort mondial visant à doubler le volume total d'APD pour atteindre les ODM. Les engagements pris lors de la Conférence de Monterrey commencent à être mis en œuvre et dix Etats membres ont introduit des mesures concrètes pour augmenter l'APD. D'autres ont réitéré leurs engagements et sont en train de finaliser leurs projets.

En novembre 2002 Le Conseil a demandé que la Commission surveille le suivi de Monterrey par L'Union. Cette affirmation d'un désir d'action collectif doit être soutenu par des actions correspondantes, des rapports réguliers et une surveillance indépendante. Les premiers rapports de progrès montrent que le succès de cet objectif est loin d'être assuré.

Parallèlement à l'augmentation de l'APD, l'UE s'est aussi engagée à Monterrey à entreprendre des mesures concrètes avant 2004 pour coordonner ses politiques et harmoniser ses procédures au niveau tant de la Commission européenne (CE) que des Etats membres. Il y a bien un consensus quant à la nécessité d'avancer sur cette question cruciale, mais la mise en œuvre ne s'en avère pas moins difficile. La Commission et les directeurs généraux chargés du développement dans les divers Etats membres se rencontrent régulièrement à ce sujet, mais malgré un bon travail de base il reste beaucoup à faire, d'autant plus qu'il y a maintenant davantage d'acteurs concernés suite à l'élargissement.

La formulation des prochaines Perspectives financières et la prévision de financements adaptés permettant d'atteindre les objectifs de développement ambitieux indépendamment

de considérations budgétaires en matière de sécurité ou de relations extérieures sont une opportunité de vérifier l'engagement en faveur d'une plus grande cohérence des politiques extérieures de l'UE.

Atteindre les ODM est accepté comme étant essentiel pour réaliser l'objectif principal de l'effort international de l'UE en faveur du développement, c'est-à-dire l'éradication de la pauvreté. L'ébauche du Traité Constitutionnel cite également l'éradication de la pauvreté comme objectif principal des futurs efforts de l'UE en matière de développement. La Commission travaille en coopération étroite avec l'OCDE et la Banque mondiale pour formuler des indicateurs spécifiques permettant de surveiller les progrès accomplis. Un inventaire international des progrès envers une réalisation des ODM aura lieu en 2005. L'UE doit d'ores et déjà s'y préparer.

Conclusion

Le résumé des débats sur l'avenir de la coopération européenne en faveur du développement dans les prochaines décennies et les défis auxquels font face les dirigeants de l'UE / de la CE et des Etats membres fait apparaître les questions cruciales suivantes, tant pour l'UE que pour ses membres :

1. La politique de développement de l'UE et l'aide qu'elle fournit doivent faire partie de relations extérieures cohérentes, soutenues par un multilatéralisme efficace.
2. Une restructuration coordonnée des politiques d'aide de l'UE/ de la CE y compris du commerce, de l'aide et des politiques de remises de dettes ainsi que la réforme de la Politique Agricole Commune doivent se poursuivre.
3. Il est essentiel de fournir des efforts d'aide supplémentaires pour augmenter le niveau et l'impact de l'APD et d'effectuer des progrès dans l'harmonisation l'octroi de l'aide pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire.
4. Les discours sur la " guerre " contre la faim et " le combat contre la pauvreté dans le monde " doivent être suivis d'actions correspondantes pour être efficaces.
5. La coopération pour le développement doit augmenter son influence professionnelle

et politique au sein de tous les gouvernements. Il faut pour cela des représentants symboliques au plus haut niveau politique (Commissaire / rang de Ministre) dans les cabinets nationaux et la CE.

Rien de tout cela n'est fondamentalement nouveau, mais nous ne pouvons plus nous permettre de ne pas y parvenir. Trop de promesses ont été faites lors de trop de conférences et de sommets, maintenant il faut que les actions suivent. Les pauvres ne peuvent se payer le luxe d'attendre.

Pour en savoir plus :

Site du projet : www.edc2010.net

Document de discussion

Coopération au développement de l'UE à l'horizon 2010 ('EDC2010')

Textes de Simon Maxwell et Paul Engel , avec des contributions de Ralf J. Leiberitz, James Mackie, David Sunderland et Bettina Woll

ODI Briefing paper series on EDC 2010

Les numéros suivants sont disponibles :

1. Quels scénarios pour l'avenir ?
2. Développement international et politique étrangère
3. Partenariats commerciaux de l'UE

Prochains thèmes :

4. Partenariat politique avec le Sud
5. Allocation de l'aide et son efficacité
6. L'architecture interne de la coopération au développement européenne.

InBrief No 8 - Avril 2004 (ECDPM)

Une UE changeante : quelles implications pour le développement ? Défis pour les nouveaux dirigeants politiques en Europe.

Document d'information (en allemand)

Bonner Impulse 2004 : Europas Verantwortung für die Eine Welt
Dossier produit à l'occasion de la série de rencontres à Bonn, et distribué par le quotidien TAZ.
Documents disponibles au secrétariat de l'EADI

E-debate

www.euforic.org

Bibliographie annotée

Guide institutionnel

L'Europe et le Sud: une nouvelle ère dans la coopération au développement de l'Europe: vers un renouveau de la politique et un nouvel engagement

Conférence internationale, 27 et 28 septembre 2004, La Haye, Pays-Bas

Nous avons le plaisir de vous annoncer la tenue de cette conférence pour la société civile; organisée par la SID-Europe en tant que partie du programme pan-européen EDC2010.

Il règne une forte conviction que nous avons besoin d'un débat fondamental, multipolaire, et transfrontalier pour relever le défi clé de trouver une nouvelle définition du concept de développement. La politique de développement de l'Union européenne doit en effet s'adapter elle-même au nouvel environnement mondial et aux responsabilités extérieures de l'Europe élargie; ces changements devraient impliquer une large participation de la société; ils devraient aussi tenir compte des nouveaux modes de communication durable établis entre les mondes de l'université, des parlements, des décideurs et de la société civile.

Le meilleur exemple d'un tel dialogue est le débat sur l'avenir de la coopération au développement de l'Europe, le programme multiannuel EDC2010 ('Coopération de l'Europe au développement à l'horizon 2010'). Site à consulter pour des détails: <http://www.edc2010.net>.

Ce programme a été lancé l'année passée par l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement, l'EADI. On a maintenant décidé d'en faire un programme à long terme, en partenariat avec la section européenne de la Société pour le développement international (SID) et avec EUFORIC, en se basant sur les réalisations passées de ces organisations individuelles.

Alors que la conférence commune SID-EADI de novembre 2003 à Vienne s'est plutôt penchée sur l'avenir de la coopération au développement de l'Europe suite à l'élargissement, la conférence de septembre 2004 à La Haye peut elle être considérée comme le deuxième jalon du programme EDC2010. Les objectifs du programme sont d'analyser les perspectives de renouveau politique et de jeter les bases d'un nouvel engagement dans l'agenda du développement

d'acteurs politiques et d'acteurs venant de la société civile. Le thème principal de la conférence sera la nature de la réponse européenne aux questions suivantes clairement liées les unes aux autres :

- politique étrangère, sécurité et développement
- commerce et développement-efficacité de l'aide
- partenariats Est-Sud
- architecture institutionnelle pour le développement
- théorie et pratique de la politique européenne du développement
- migration et développement

Programme

En combinant les sessions plénières, les groupes de travail thématiques et les moments réservés au travail de réseautique, le programme de la conférence offrira aux participants de nombreuses possibilités d'élargir leurs connaissances, de procéder à des échanges de vue, et d'avoir des contacts très valables. Dans les sessions plénières, des intervenants éminents vont présenter des points de vues différents sur les tendances actuelles dans le secteur du développement. Ces vues seront alors analysées en détail dans les groupes de travail thématiques qui seront présidés par un coordinateur de thème et qui seront préparées par une communication écrite et une introduction qui sera faite par deux experts. Les groupes de travail offriront des moments pour des échanges de vues interactifs entre les mondes de l'université, des parlements et de la société civile. Finalement, le programme offrira d'amples possibilités pour mettre en place ou renforcer des réseaux formels ou informels.

Pour plus d'information ou pour demander le formulaire d'inscription, veuillez contacter Gordana Stankovic à la SID-Europe par téléphone +31 (0) 70 338 3285 ou par e-mail g.stankovic.sid@socires.nl

Pour avoir des informations récentes,

veuillez consulter le site de SID-Europe : <http://www.euforic.org/sid-europe>. Nous vous encourageons à visiter le site du programme EDC2010 : <http://www.edc2010.net>



SID



2ème Ecole d'été de l'EADI , 2004

Construire la démocratie ? Défis pour l'agenda européen du développement

Enschede, Pays-Bas, 29 août - 8 septembre 2004

Depuis le début des années 80 (en particulier en France) et depuis la chute du Mur de Berlin, l'agenda du développement d'un grand nombre d'organisations qui fournissent de l'aide, tant au niveau bilatéral qu'europpéen, a été façonné par les inquiétudes au sujet de la gouvernance et de la démocratisation. Pendant cette période d'une vingtaine d'années, il est clairement apparu combien le processus de démocratisation est problématique. En effet, le processus de démocratisation dans des pays où les positions entre les différents groupes ethniques, religieux ou politiques sont très polarisées, ou dans des situations de conflit ou post-conflit avec des relations tendues entre tous ces groupes, est pour le moins pas simple à résoudre. Lorsque l'on se penche sur une des manifestations les plus visibles de la démocratie, à savoir les élections, on se rend compte qu'elles se caractérisent par la violence préélectorale et la corruption plutôt que par des campagnes pacifiques et des élections empreintes de fair-play.

Divers auteurs affirment que la participation et la représentation de groupes spécifiques dans les processus démocratiques sont fortement liées aux idéologies et formations d'identité, tant au niveau de la société qu'à celui de l'état. Ainsi par exemple, la participation des femmes dans les prises de décision et dans la politique est devenue un thème important après la conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing. Mais leur participation réelle s'avère être compliquée dans des pays où justement les femmes sont au centre du discours nationaliste, et sont considérées comme l'élément qui permet la reproduction de l'identité culturelle et de la culture.

Ecole d'été

La deuxième Ecole d'été de l'EADI débutera par une revue de la période de 20 ans de l'agenda de démocratisation et de gouvernance,

qui a commencé au début des années 80. Cette présentation offrira un aperçu succinct des différents concepts et modèles de démocratisation et de gouvernance, avant de continuer avec des points de repères et des analyses critiques de la façon dont l'agenda européen de gouvernance et de démocratisation dans les pays en développement et les pays candidats à l'adhésion à l'UE s'est diffusé. Pendant la seconde moitié de la première semaine, tant les étudiants que les intervenants, se pencheront sur la question de savoir dans quelle mesure les processus de démocratisation se sont retrouvés en seconde ligne, suite aux fractures d'identité, aux idéologies politiques ou aux dangers potentiels de la nation-état et de l'identité nationale ; et ils débattront des frictions identifiées entre les agendas du développement et les réalités complexes. Des études de cas des régions de la Baltique et des Balkans, de différentes parties de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine seront employées pour illustrer cette complexité.

La première partie de la deuxième semaine sera centrée principalement sur le thème suivant : comment les organisations de développement réagissent-elles face aux efforts de démocratisation, ou de 'bonne' gouvernance, et face aux manifestations de conflit ou d'injustice. Pendant cette semaine sera abordée de façon critique la relation entre gouvernance et droit international, et gouvernance au sein des organisations internationales. La 2ème Ecole internationale d'été organisée par l'EADI se terminera à La Haye par une visite du Tribunal pénal international sur la Yougoslavie ou de la Cour internationale de justice.

Organisation et inscriptions

Cette Ecole internationale d'été sera organisée conjointement par l'Association européenne des instituts de recherche de formation en matière

de développement (l'EADI), le Groupe technologie et développement (TDG) dépendant de l'Université de Twente et par le Centre des études européennes (CES) de l'Université de Twente. Elle se tiendra du 29 août au 8 septembre 2004 dans la ville d'Enschede (Province de Twente, Pays-Bas).

Programme:

Le programme peut être téléchargé sur : http://www.eadi.org/detail_page.phtml?page=ess2004

Coût:

Les frais de participation pour les doctorants et étudiants de master seront EUR 150 (logement non-compris), pour les professionnels : EUR 500. Ces prix sont valables uniquement pour les frais de participation arrivés avant le 15 juillet ! Les frais de participation pour ceux qui s'inscrivent après seront de • 250 pour les doctorants , de EUR 200 pour les étudiants et de EUR 600 pour les professionnels. Les frais de voyage et de séjour sont exclus.

Inscription:

Pour s'inscrire, veuillez SVP télécharger le formulaire de participation : http://www.eadi.org/etail_page.phtml?page=ess2004 ou contactez Susanne von Itter au Secrétariat de l'EADI itter@eadi.org. Nous vous prions de vous inscrire rapidement.

Séjour et voyage:

Les participants doivent organiser et payer eux-mêmes leur séjour. Veuillez consulter les suggestions de séjour et de transport contenues dans le site Internet

Langue de travail:

Anglais

L'UME et les nouveaux pays membres de l'UE : leçons pour le / du monde en développement

L'Institut des Iles et des Petits Etats, dépendant de la FIS (Fondation des études internationales) située à La Valette, Malte, et le Département d'Economie de l'Université de Malte, ont organisé un symposium en collaboration avec l'EADI. Celui-ci s'est tenu le 23 avril 2004 à La Valette et il était centré sur le thème de l'Union monétaire européenne (UME) et les nouveaux pays membres de l'UE.

L'UME et les nouveaux pays membres

La formulation de la politique économique dans les nouveaux pays membres de l'UE est affectée par des changements substantiels dus au fait que l'acquis communautaire a des implications qui deviennent très liées pour leur politique économique et budgétaire. L'UE a un cadre macro-économique structuré et institutionnel pour la politique fiscale des pays membres ; il couvre les phases de développement d'un pays depuis la phase de précession jusqu'à la phase de l'adoption finale de l'euro. En particulier, la formulation de la politique fiscale dans les pays d'adhésion à l'UE va tenir compte d'aspects liés tant aux aspects théoriques qu'aux rapports financiers concernant les critères de convergence pour rattraper les niveaux d'activité économique des membres actuels. Ceci sera renforcé par le fait que les nouveaux pays membres sont aussi membres de l'Union monétaire européenne (UME), même s'ils y a encore

des dérogations.

Les pays d'adhésion à l'UE font face à un nombre important de défis dans leur politique fiscale, en adoptant l'acquis communautaire et en essayant de forcer la croissance et l'équilibre macro-économique. Sur fond de pressions exercées sur les finances publiques, la politique fiscale doit s'occuper de divers stress économiques, y compris les énormes déficits extérieurs actuels et les importants flux de capitaux chiffrables potentiellement versatiles.

Quelles leçons pour le/ du monde en développement ?

Quelles sont les leçons qui peuvent être tirées de ce processus pour le monde en développement ; et que nous apprend ce monde ? Le processus de développement provoque souvent des conflits entre la flexibilité et l'engagement à réaliser un programme de réforme politique annoncé, tels que ceux proposés par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), qui implique la discipline fiscale et la mobilité de capital et de main d'oeuvre. Les difficultés principales liées à de telles réformes se trouvent souvent dans le cadre socio-politique, et c'est pourquoi il est important que ces réformes soient crédibles. Ceci implique que les agents économiques acceptent la nécessité de procéder à de telles réformes, qu'ils soient d'accord sur leur efficacité et leur potentiel pour aboutir aux buts fixés, et qu'ils croient qu'elles

seront correctement mises en pratique. La crédibilité peut être considérée comme l'explication clé qui se cache derrière les échecs de ce type de réforme dans plusieurs pays en développement en Amérique latine et dans d'autres régions.

Thèmes discutés au Symposium de La Valette

Est-ce que les mesures politiques contenues dans le Pacte de stabilité de croissance (PSC) sont acceptables pour le monde en développement ? Une Europe intégrée sera-t-elle un avantage pour les pays en développement ? L'euro est-il meilleur que le dollar pour faire du commerce ; est-il aussi une meilleure monnaie de réserve ? Est-ce que l'UE peut tirer des leçons des expériences faites avec le monde en développement quand elle s'occupe de ses pays membres plus pauvres ? Les nouveaux pays membres, qui sont à maints égards des pays en développement, sont-ils prêts à participer à un marché compétitif européen ? Seront-ils capables de même rejoindre la Zone Euro ? Ce sont là certaines des questions qui ont été abordées au cours du Symposium à La Valette.

Le professeur Roger Ellul Micallef, Recteur de l'Université de Malte, et Leslie Agius, Directeur de la FIS (Fondation pour les études internationales) ont d'abord chaleureusement souhaité la bienvenue aux participants. Après



un discours de l'Honorable Tonio Fenech, Secrétaire d'Etat pour les Finances, du Bureau du Premier Ministre, Michael Bonello, Directeur de la Banque Centrale de Malte a fait une introduction en précisant ses vues sur le sujet du symposium.

Gordon Cordina a discuté de la question de savoir si le PSC était important pour les nouveaux pays membres. Rose Marie Azzopardi, de l'Université de Malte, a parlé de la discipline fiscale par rapport aux besoins du développement économique. Louk de la Rive Box, de l'Université de Maastricht, a fait une présentation sur les relations entre l'UE et les pays ACP, et il a posé la question si ce partenariat était devenu fictif. Karl Laferla, de la Banque Centrale de Malte a insisté dans son intervention sur la nécessité de stabilité

financière pour le développement économique.

La session suivante a été consacrée aux présentations d'études de cas. Peter Calleya, de la succursale maltaise de la banque HSBC, a examiné les implications de l'adaptation d'une monnaie unique pour les institutions financières, spécialement pour les petits pays. Les implications de l'UME pour les affaires et investissements internationaux, et les implications de l'adoption de l'euro sur la question de la convergence ont été présentées par Francis Vassallo, de Francis J. Vassallo & Associates, et par Alexander de Marco, de la Banque Centrale de Malte. Gianni Vaggi de l'Ecole européenne pour les études approfondies, sise à l'Université de Pavie, a examiné la durabilité du financement étranger

dans les pays en développement, et en a tiré des leçons pour l'UE. Saviar Rizzo, du WDPC (Workers Development and Participation Centre) à Malte a lui présenté les implications de l'UME pour les partenaires sociaux.

Le symposium s'est terminé par une discussion-débat. Les documents contenant les résultats des discussions vont être publiés dans les actes de la conférence.

Lino Briguglio,

Foundation for International Studies, Malte

Mél: lino.briguglio@um.edu.mt

Nouvelles des nos Groupes de travail

Gestion de l'information pour le développement : les politiques sont-elles efficaces ?

9 - 11 septembre 2004, Maastricht, Pays-Bas

Le support au développement dans le domaine de la gestion de l'information s'est concentré sur les aspects technologiques. L'attention actuelle portée aux TICs a commencé à être mise en doute par les praticiens du domaine. Pendant la conférence, nous souhaitons clarifier certaines de ces préoccupations à travers diverses expériences et selon différents points de vue. La conférence va présenter les points de vue de partenaires dans les pays en développement, de membres de l'EADI, de donneurs multilatéraux et bilatéraux et de réseaux professionnels.

L'objectif de la conférence est d'informer ceux qui travaillent dans la gestion de l'information sur les préoccupations que les praticiens ont vis-à-vis de certains aspects des politiques actuelles ainsi que sur le débat soutenu en ce moment par le projet European Development Cooperation to 2010 mis au point par le réseau de l'EADI.

Le résultat de cette conférence sera publiée en ligne (Euforic/Francophonie) et certains

articles seront inclus dans une édition future du Journal pour l'information sur le développement (ainsi que les éléments clé qui paraîtront dans un prochain InBrief de l'ECDPM).

Hôte

La rencontre sera hébergée par le Centre Européen de gestion des Politiques de Développement, à Maastricht, aux Pays Bas.

Lieu

La conférence aura lieu à l'Université de Maastricht dans le Bâtiment de l'Ancien Gouvernement dans la Bouillonstraat.

Inscription

Les documents concernant l'inscription sont disponibles à www.eadi.org/detail_page.phtml?page=wg_information.

Nouvelles brèves

Groupe de travail de l'EADI "Europe et Amérique latine"

" Nouveaux défis commerciaux pour le commerce juste : évolution de la dynamique des acteurs "

Le séminaire se tiendra les 21 et 22 juin 2004 à l'Institut des études du développement, Université Catholique de Louvain (UCL), Louvain-la-Neuve, Belgique. Site: http://www.eadi.org/detail_page.phtml?page=wg_europelatinamerica

Groupe de travail de l'EADI "Gouvernance"

Ce Groupe de travail est heureux d'avoir deux nouveaux responsables. Ce sont Tim Shaw, Professeur du Commonwealth, de la Gouvernance et du Développement à l'Institut des Etudes du Commonwealth, Université de Londres, ainsi que Liisa Laakso, Assistante en Sciences politiques à l'Université d'Helsinki, Finlande.

Le Groupe de travail planifie d'autres événements pour plus tard en 2004. Si vous désirez être informé sur les activités de ce Groupe, veuillez contacter Gordon Crawford sur g.crawford@leeds.ac.uk ou bien visitez le site http://eadi.org/detail_page.phtml?page=wg_governance

Désintégration sociale et déclin dans les régions (semi-)périphériques : un autre modèle de développement dans le système mondial?

Atelier du groupe de travail de l'EADI sur les " Transformations dans le système mondial - études comparatives sur le développement "

Le groupe de travail de l'EADI sur les " Transformations dans le système mondial - études comparatives sur le développement " (précédemment appelé " Croissance et déclin dans le système mondial ") invite tous les instituteurs et scientifiques individuels intéressés à participer à un atelier de trois jours qui se tiendra à Budapest du 24 au 26 septembre 2004.

Contexte

L'atelier précédent (" Les défis de la mondialisation et le développement de grands pays (semi-)périphériques (Chine, Inde, Russie, Brésil, RD du Congo ") s'est tenu à Moscou du 31 mai au 2 juin 2001. Le rapport complet sur cet atelier est disponible sous : http://www.eadi.org/detail_page.phtml?page=moscow201eng

Description de l'atelier

Il est temps de reprendre le débat sur les problèmes évoqués en 2001. Les participants au précédent atelier s'étaient concentrés sur des questions générales concernant la mondialisation et ses conséquences pour les grands pays (semi-)périphériques. Entre temps, de nombreux arguments ont été avancés selon

lesquels les formes récentes de mondialisation (avec une primauté des aspects financiers) entraîneraient bien plus de résultats négatifs que positifs, du moins pour la plupart des nations. Ceci signifie que nous devons nous pencher sur l'étude des thèmes du déclin, de la décadence et de la désintégration sociale. Or, jusqu'ici nos sciences sociales, y compris (et surtout !) les études du développement, avaient un caractère juvénile. Nous étudions l'essor et le fonctionnement de structures socio-économiques nouvelles et établies, les institutions politiques, les révolutions technologiques, et ainsi de suite, mais nous négligeons, ou du moins sous-estimons, les processus de déclin social en tant que sujet de nos études et de nos recherches.

Il existe cependant des exemples qui montrent que le déclin du système industriel, de l'Etat-nation et des structures sociales respectives s'imposent plus facilement que l'essor d'une véritable alternative au système obsolète, notamment dans les régions en développement, y compris l'Europe de l'Est et la CEI (ex-URSS). On peut parler d'un " piège de la modernisation " lorsque les réussites du passé en matière de rattrapage du développement et les institutions socio-politiques qui ont permis à l'économie

d'atteindre un certain niveau se transforment en obstacles insurmontables à la poursuite du développement.

L'ex-Union soviétique, les pays d'Europe Centrale et Orientale, l'Amérique latine des années 1980, puis des années 1990, les " tigres " asiatiques - ils sont tous tombés dans ce piège. Cette évidence nous conduit en particulier à poser la question de savoir si un processus de développement accéléré porte inévitablement en lui-même ses limites et ses propres obstacles à son avenir, ou si ceux-ci sont le résultat d'influences extérieures.

Participation et inscription: L'Institut de sciences politiques de l'Académie Hongroise des Sciences accueillera cette conférence. Les participants seront logés dans la maison d'hôte de l'Académie Hongroise des Sciences (35-80 euros la nuit).

Merci de bien vouloir contacter les organisateurs à l'adresse suivante :

Imre Levai, Budapest
Mél: levai@mtapti.hu

Victor Krasilshchikov, Moscow
Mél: fvictor@mtu-net.ru



Bienvenue aux nouveaux membres de l'EADI !

Centre pour les études de l'environnement international et du développement (Noragric), Norvège

Etabli en 1986, Noragric est un Centre de recherche au sein de l'Université agronomique de Norvège (NLH) situé dans la ville d'As. Le Centre permet à des chercheurs, des enseignants et des spécialistes du développement et de la coopération de se rencontrer. L'intérêt principal de Noragric se porte sur les pays en développement et les pays à économie de transition. Noragric veut apporter sa contribution à une forme de développement plus équitable, un meilleur épanouissement pour les femmes et les hommes et des pratiques respectueuses de l'environnement, à travers d'activités menées en collaboration. Celles-ci devraient générer et permettre l'échange du savoir, et fournir des modes de formation dans le secteur du développement agricole, de la sécurité des moyens de subsistance et de la gestion des ressources naturelles. Noragric n'est pas une institution indépendante, et le Centre n'est pas non plus un bailleur de fonds pour des projets sur le terrain ou pour de la recherche indépendante. Noragric a une équipe de 50 collaborateurs et des étudiants venant du monde entier ; le Centre est ainsi un endroit de rencontre de cultures et de vues qui est unique et enrichissant. Le fil conducteur des activités de Noragric en recherche, en formation et en projets est de contribuer à mettre en place un développement équitable et à favoriser l'autonomie des communautés locales.

Noragric est chargé de la coordination du programme master en Etudes du développement et gestion des ressources naturelles. Ses domaines de recherche principaux sont le développement agricole et la sécurité des moyens de subsistance, la biodiversité et la gestion et le droit des ressources naturelles, les conflits, la pauvreté et le bien-être ; Noragric s'intéresse tout particulièrement aux régions suivantes : l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Amérique latine ainsi qu'à la perspective

mondiale. Noragric joue un rôle actif dans des commissions et des réseaux nationaux et internationaux ; Noragric a un rôle consultatif au sein de NORAD, du Ministère des Affaires étrangères, ainsi que de certaines institutions multilatérales. Noragric joue aussi un rôle actif dans la collaboration institutionnelles avec des partenaires des pays en développement, et dans la collaboration avec différentes organisations nationales et internationales de la société civile.

<http://nlh.no/noragric>

Programme de master en développement et coopération internationale à l'Université de Jyväskylä, Finlande

L'université finlandaise de Jyväskylä offre des programmes de formation et des projets de recherche innovants et pluridisciplinaires. Actuellement, elle a en tout presque 1500 étudiants et des étudiants étrangers venant de quelques 150 universités du monde entier. L'université collabore avec des chercheurs de près de 1000 universités dans le monde. Le Département des Sciences sociales et de Philosophie coordonne le programme de master Développement et coopération internationale ; celui-ci s'étale sur deux ans. Le programme analyse le développement international dans une perspective pluridisciplinaire, et il insiste sur ses dimensions sociales, éducatives et environnementales. Les principaux points du programme couvrent les dilemmes internationaux du développement, les politiques coopération au développement, les approches pour définir et gérer les thèmes du développement social, et la mise en pratique et la qualité de la coopération au développement.

<http://www.jyu.fi/yhtfil/intldev>

Institut de gestion Delphi, Gran Canaria, Espagne

L'Institut de gestion Delphi (DIM) est une institution privée fondée en 1999 par des universitaires et des professionnels venant du domaine de l'économie et du tourisme. L'Institut s'adresse surtout aux domaines de la formation en matière de développement, de la recherche et du conseil pour institutions et firmes. Il opère en priorité en Espagne, en République Dominicaine, au Brésil, au Pérou et en Grande Bretagne. Il applique un modèle spécifique pour traiter du processus de la génération de valeur dans une organisation ; et ceci, dans quatre domaines : les ressources, les gens, les systèmes, le marché. L'Institut de gestion Delphi a rejoint l'EADI en tant que membre associé.

<http://www.institutodelphi.org>